

Lettre économique « Objectif Oman » Août – octobre 2024

Une publication du SE de Mascate

FAITS SAILLANTS

- *De nouvelles mesures pour renforcer l'omanisation*
- *Oman continue de redresser ses finances publiques au 1^{er} semestre 2024*
- *Déficit commercial malgré des échanges bilatéraux en hausse au 1^{er} semestre 2024*
- *Nouveau « train » GNL d'ici 2029*
- *Les segments « santé » et « automobile » soutiennent l'activité des assurances en 2023*

ACTUALITE DE NOS ENTREPRISES

Au programme dans les prochains mois :

- Conférence sur Oman, MEDEF International, le 10 décembre 2024 à Paris
- 5^e conférence économique France – Pays arabes le 12 décembre 2024 à Paris

Visite à Mascate de deux délégations d'entreprises emmenées par Business France et Medef International

Business France, avec le soutien du service économique de l'Ambassade de France, a organisé le 8 octobre à Mascate la première édition des *Energy Days Oman-France*. L'évènement a été ouvert par S.E. Nabil Hajlaoui, ambassadeur de la République française auprès du Sultanat d'Oman, suivi d'un discours du Ministre omanais de l'Énergie et des minerais, S.E. l'ingénieur Salim Al Aufi. Cet événement a permis de faire la lumière sur la coopération en cours et future entre les deux pays afin d'accélérer les initiatives en matière d'énergie propre et de développement durable. Parallèlement, le Medef international a organisé une mission au Sultanat pour une quinzaine d'entreprises de divers secteurs. Ces dernières ont été reçues par le ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Attractivité, le président de la Municipalité, le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie omanaise, le fonds souverain omanais et différents acteurs privés.



Systra remporte le contrat de supervision et de conseil sur la ligne ferroviaire Abu-Dhabi Sohar

Hafeet Rail, co-entreprise omano-émirienne pour développer et exploiter la ligne ferroviaire Abu-Dhabi Sohar, a annoncé que le cabinet d'ingénierie français Systra avait remporté le contrat pour fournir des services de conseil administratif, technique et de supervision sur la ligne ferroviaire.

Viridien sélectionné par Minerals Development Oman pour cartographier le potentiel minier omanais

Dans le cadre d'un programme complet de télédétection pour l'exploration minière, Viridien va identifier, cartographier et hiérarchiser le potentiel de prospection dans sept concessions couvrant une superficie totale de 16 000 km² à Oman.

CLIMAT DES AFFAIRES

Nouvelles mesures pour renforcer l'omanisation

Le ministère du Travail a adopté de nouvelles mesures réglementaires pour accroître le niveau d'omanisation : i) ajouts de 30 professions à la liste des emplois interdits aux travailleurs expatriés ; ii) obligation pour les entreprises privées d'obtenir un certificat électronique du ministère attestant de leur conformité aux normes (omanisation, etc.); iii) interdiction pour les administrations et entreprises publiques de traiter avec des entreprises privées qui ne respectent pas les exigences ; iv) doublement des coûts d'un permis de travail pour les entreprises non-conformes en termes d'omanisation et v) renforcement des contrôles. Le ministère a par ailleurs rappelé que chaque entreprise, y compris une TPE, doit employer au minimum un Omanais (directive adoptée en conseil des ministres fin mars 2024). Si ces annonces visent principalement à faciliter l'accès des Omanais au marché du travail, elles pourraient rigidifier le marché du travail, en constituant des barrières à l'emploi pour les entreprises – mauvaise adéquation entre les qualifications des nationaux et les 30 nouvelles professions interdites aux travailleurs expatriés, politique de sanctions et de contrôles plus dure et mal perçue, etc. A noter également que, dans le sillage de l'adoption de la « politique nationale du contenu local (2024-20230) » (cf. Objectif Oman Novembre 2023 – Janvier 2024), le bureau des appels d'offre a annoncé son projet de créer un bureau national du contenu local afin de renforcer le niveau de contenu local dans le pays. Le ministère des Transports, des Communications et Technologies de l'information a également annoncé 22 métiers interdits à terme aux étrangers - analyste système, spécialiste réseau et maintenance d'ordinateurs d'ici janvier 2025, puis à partir de 2026 ceux de programmeur, ingénieur informatique et développeur de logiciels. Dans le transport et la logistique, les métiers de manutention, d'agent de voyage, de contrôleur maritime, etc. seront réservés à des employés omanais. Le processus d'omanisation se fera progressivement jusqu'en 2040 et le Gouvernement l'accompagnera en mettant en place des quotas d'emplois d'Omanais et des programmes de formation auprès des entreprises, d'une part, et en étant plus sélectif sur la délivrance des permis de travail octroyés aux travailleurs immigrés, d'autre part.

INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

Budget : Oman continue de redresser ses finances publiques au 1^{er} semestre 2024

Selon le ministère des Finances, l'excédent budgétaire du Sultanat s'est élevé à 391 M OMR (1 Md USD) au 1^{er} semestre 2024, contre 656 M OMR (1,7 Md USD) sur la même période en 2023. Dans le détail, la baisse de l'excédent (-40,4%) s'explique en partie par des revenus en recul de -2,3%, à 6,2 Md OMR, notamment à cause de la chute des revenus gaziers (-15,4% ; 900 M OMR) suite à la création de la société *Integrated Gas Company* (voir *Objectif Oman Décembre 2022 - Janvier 2023*). Les recettes liées au pétrole ont pour leur part augmenté de +3,2% – la production omanaise de pétrole a atteint 1 M barils/jour en moyenne au 1^{er} sem. 2024 (contre 1,061 M au 1^{er} sem. 2023) pour un prix de vente moyen de 82USD/baril (contre 83 USD). Les recettes hors hydrocarbures ont baissé de -3,9%, à 1,8 Md OMR. Le poids des recettes pétro-gazières dans le budget atteint 69,5% des revenus totaux du Sultanat au 1^{er} sem. 2023 contre 68,9% un an auparavant.

En parallèle, les dépenses publiques ont augmenté de +2,1% au 1^{er} sem. 2024 en g.a., à 5,8 Md OMR. Les dépenses courantes, qui représentent un peu moins des trois-quarts des dépenses publiques, sont restés plutôt stables (-0,3%) à 4,1 Md OMR. Les dépenses d'investissement ont atteint 502 M OMR (+31%) tandis que les dépenses liées aux « subventions », ont enregistré une hausse de +40,4%, à 1,1 Md OMR sur les six premiers mois de l'année, notamment du fait de la mise en place du régime de protection sociale. Grâce à son excédent, le ministère des Finances a procédé au remboursement d'emprunts – pour un montant de 900 M OMR. Le montant de la dette publique s'établit dorénavant à 14,4 Md OMR fin juin 2023.

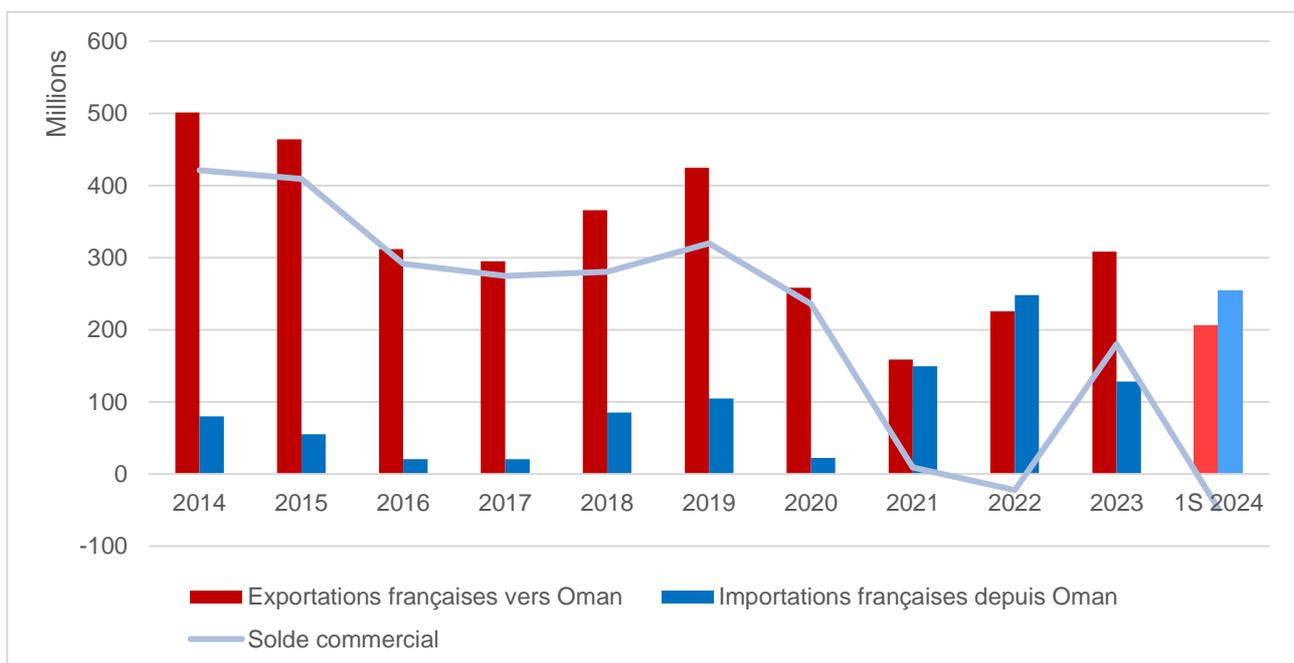
Suite à la poursuite de l'assainissement des finances publiques, l'agence de notation *Standard and Poor's* a annoncé une révision à la hausse de la note souveraine du Sultanat d'Oman, passant de (« BB+ ») à (« BBB- »), avec une perspective associée stable. Cette révision permet au Sultanat de repasser dans la catégorie «

investissement », catégorie que le pays avait quitté en 2017 en raison des effets des crises (baisse des prix mondiaux du pétrole et pandémie de COVID-19). L'agence a salué les efforts de désendettement du gouvernement omanais, y compris pour les entreprises publiques, qui devrait permettre au Sultanat de réduire son niveau de dette publique à 29% du PIB en 2027. Au même moment, si la banque centrale omanaise a publié son rapport annuel en annonçant que les perspectives économiques d'Oman restent favorables, Moody's a revu à la hausse sa perspective positive associée à une note « Ba1 ». Pour mémoire, le Sultanat avait déjà connu en mai 2024 une révision à la hausse des perspectives associées pour Fitch Ratings (voir *Objectif Oman Mai-Juin 2024*).

Commerce bilatéral : échanges en forte hausse au 1^{er} semestre 2024 ; retour d'un déficit pour la France

Au premier semestre 2024, les échanges bilatéraux entre la France et Oman se sont élevés à 459 M EUR, en hausse de +90% en glissement annuel. Cette progression résulte principalement d'une forte hausse de nos importations en provenance du Sultanat, à 253 M EUR, soit une multiplication par quasiment 4. Dans le détail, les principaux postes d'importations françaises ont été les « produits pétroliers raffinés et coke » (226,5 M EUR ; multiplié par environ 50) et les « Matériels de transport » (16,3 M EUR ; +434,3%). Du côté des exportations, ces dernières ont également augmenté dans un rythme moindre, +21,4%, soit 205 M EUR à la fin du premier semestre 2024. Les exportations françaises se sont principalement concentrées dans les « Matériels de transport » (92,6M EUR ; +9%) et les « Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique » (53,2 M EUR ; +29,5%). Le reste de nos exportations est composé de « Machines industrielles, agricoles et diverses » (27,1 M EUR ; +89,3%) et de « Produits chimiques, parfums et cosmétiques » (23 M EUR ; +65,8%). Au global, la France a enregistré le retour d'un déficit commercial vis-à-vis d'Oman de -48,2 M EUR au premier semestre 2024 (contre un excédent de 96,4 M EUR sur la même période en 2023). Le traditionnel excédent commercial de la France vis-à-vis du Sultanat s'était déjà mué en déficit en 2022, à -22,4 M EUR (contre +9,3 M EUR en 2021, +235,8 M EUR en 2020 et +319,7 M EUR en 2019).

Evolution sur 10 ans des échanges commerciaux entre la France et le Sultanat d'Oman



Source : Douanes françaises

Le stock d'IDE en Oman a progressé de +21,6% en 2023, et sera probablement en hausse en 2024 grâce au Future Fund Oman

Le stock d'investissements directs étrangers (IDE) en Oman a atteint 25 Md OMR (65 Md USD) fin 2023, en hausse de +21,6% sur un an. Ce stock représente 65,5% du PIB réel omanais. Les principaux pays investisseurs au Sultanat sont le Royaume-Uni, qui contrôle 12,7 Md OMR, soit 50,7% du stock total d'IDE, suivi des États-Unis (4,3 Md OMR ; 17,2%), de la Chine (1,3 Md OMR ; 5,2%), des Émirats arabes unis (958 M OMR ; 3,8%) et du Koweït (831 M OMR ; 3,3%). Reflet de l'importante présence dans le pays

de grandes compagnies pétrolières internationales (*Shell, BP, Occidental, TotalEnergies, CNPC, etc.*), le secteur petro gazier continue d'accaparer à lui seul 78% des investissements étrangers au Sultanat, soit 19,5 Md OMR (50,7 Md USD ; +33,6% en g.a.). La croissance de ce flux d'IDE dans le secteur petro gazier s'explique en partie par la phase finale de l'entrée en opération du complexe pétrochimique OQ8. Loin derrière, le secteur de l'industrie manufacturière représente 6,8% du stock d'IDE, contre 5,2% pour le secteur des services financiers et 4% pour le secteur immobilier. A noter que les IDE dans le secteur des services financiers ont baissé en un an – baisse de -26,2% en flux, ce qui peut s'expliquer par la cession d'HSBC Bank à Sohar International.

Le fonds souverain omanais, OIA, a toujours joué un rôle important dans les investissements étrangers au Sultanat notamment par son contrôle sur les champions nationaux (OQ, *Oman LNG, FDO, Nitaj*¹, etc.) qui s'engagent aux côtés d'investisseurs étrangers dans certains projets. D'ailleurs, outre les projets en co-investissements, l'OIA accélère sa stratégie visant à attirer davantage d'investisseurs étrangers, notamment au travers de fonds bilatéraux (nouveau tour de table du fond conjoint omano-espagnol) ou encore la signature d'accords de coopération (signature en 2024 avec le fonds souverain japonais pour l'industrie des semi-conducteurs). Par ailleurs, le Sultanat va accueillir le sommet annuel de l'association IFSWF du 4 au 6 novembre 2024, ce qui pourra mettre en avant des opportunités d'investissements au Sultanat. En 2024, l'OIA continuera de jouer un rôle important à mesure que les épisodes de privatisation se poursuivent (mise en bourse de 25% d'OQ *Exploration and Production* début octobre 2024 pour 2 Md USD) et que le sous-fonds « *Future Fund Oman (FFO)* » a annoncé une première série de projets d'investissements estimés à 832 M OMR (2,2 Md USD), dont 220 M OMR directement par l'OIA et le reste par des investisseurs étrangers. En dehors des projets « PME/Startups/capital-risque », deux projets seront développés avec des fonds chinois et le FFO : i) 260 M USD avec *IDG Capital* et ii) 150 M USD avec le fonds sino-saoudien *Ewpartners*. Les deux fonds chinois sont actifs dans les énergies renouvelables, les TIC, le tourisme, l'agriculture et l'automobile électrique. La participation de FFO au côté d'un autre investisseur pour 156 M USD dans le projet de *United solar* pour construire une usine de 100 ktpa de polysilicium (matière première essentielle pour les panneaux solaires) a également été confirmée. Cette dernière annonce rappelle le projet du fabricant chinois de cellules photovoltaïques *Hainan Drinda New Energy Technology* pour une usine de cellules solaires PV à Oman de 10 GW par an, avec un investissement estimé à 700 M USD. L'OIA avait déjà signé en mai 2024 un accord d'intention d'investissement avec *Hainan Drinda NET*. A noter également que le chinois *Q-Sun* et l'Omanais *Bakarat Investment* ont signé un accord en juillet 2024 pour produire des panneaux solaires photovoltaïques à Sohar. Ces projets portés par FFO devraient créer plus de 1 600 emplois directs, et d'autres projets d'investissements devraient être annoncés d'ici la fin de l'année pour atteindre l'objectif de 400 M OMR d'engagements annuels. Pour mémoire, le FFO a été lancé en janvier 2024 et sera doté de 2 Md OMR sur 5 ans (2024-2028). Ce « fonds » servira à financer le développement des secteurs-clés de la diversification économique, mais il aura aussi pour mission de soutenir les petites et moyennes entreprises et pourra intervenir en *seed capital* via des capital-risqueurs omanais (10% de la dotation allouée via quatre partenaires : Omantel, Cyfr Capital, Tanmia et ITHCA).

INFORMATIONS SECTORIELLES

Hydrocarbures : nouveau « train » GNL d'ici 2029

Le pays développera un quatrième « train » de gaz naturel liquéfié (GNL) à travers la création de l'entreprise Sur LNG, selon l'annonce du ministère de l'Energie et des ressources minières. Cette mise en place d'un quatrième « train » devrait rajouter 3,8 Mtpa de GNL, d'ici 2029, à la capacité de production du pays aujourd'hui à 11,4 Mtpa. Avant la décision finale d'investissement, le gouvernement doit réaliser une étude préliminaire de conception technique pour le projet. Le nouveau « train » sera situé sur le pôle industriel GNL du Sultanat, à Qalhat, établi autour des installations du champion national et bras armé du pays pour le GNL, *Oman LNG*.

Depuis 2023, *Oman LNG* a signé une série d'accords afin de sécuriser ses approvisionnements, ses débouchés et ses partenariats sur dix ans. Dernier en date, *Oman LNG* a conclu un contrat de vente, en octobre 2024, pour 0,4 Mtpa sur 4 ans à partir de 2026 avec le japonais *Kansai Electric Power*. Le Sultanat a

¹ A noter que FDO et Nitaj devraient bientôt fusionner.

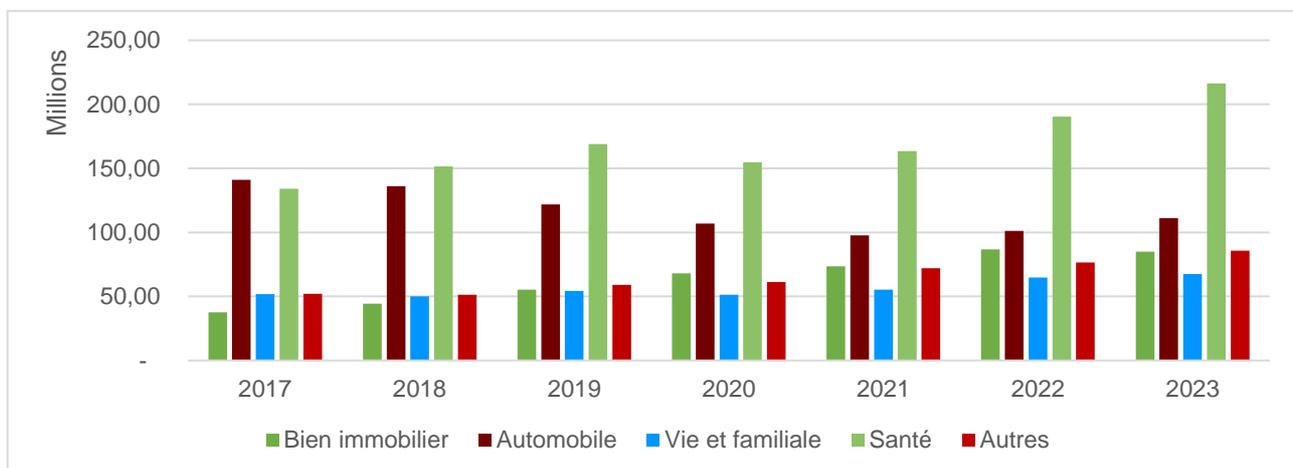
déjà sécurisé 91% de ses débouchés à partir de 2025. Pour mémoire, *TotalEnergies* a confirmé en avril 2024, au côté d'OQ, la décision finale d'investissement dans le projet *Marsa LNG Bunkering*, co-entreprise entre *TotalEnergies* (80%) et OQ (20%), pour la construction d'une unité de liquéfaction « verte » de 1 Mtpa de carburant marin (soutage GNL), dans le port de Sohar. L'annonce du quatrième « train » va permettre au Sultanat de renforcer sa position sur le marché GNL mondial, à travers *Oman LNG*, sa filiale *Qalhat LNG* et la nouvelle entreprise *Sur LNG*, tout en poursuivant ses objectifs de neutralité carbone.

Assurances : les segments « santé » et « automobile » soutiennent l'activité en 2023

Le nombre de polices d'assurance émises par les compagnies actives en Oman a augmenté de +8,3% en 2023, à 2,1 millions d'unités. Logiquement, le montant total des primes collectées a également progressé pour sa part de +8,8% sur la même période, à 565 M OMR (1,5 Md USD). Dans le détail, la hausse du montant des primes a atteint +13,5% pour l'« assurance santé » (38,2% des primes collectées ; 1^{er} segment du marché), +9,9% pour l'« assurance automobile » (19,7% des primes), et +4% pour l'« assurance vie et familiale » (11,9%). Ces hausses s'expliquent surtout par le dynamisme démographique du pays – taux de croissance démographique à 4,7%. En revanche, le montant des primes pour l'« assurance des biens immobiliers » (15%) a enregistré une baisse de -2% en g.a. A noter également le montant des primes sur les « assurances maritimes » en forte croissance, +60,2% sur en g.a., soit 18,1 M OMR. Cette hausse en valeur s'explique par des primes plus élevées suite aux risques induits par la situation en mer rouge et dans la zone, et non par le nombre de polices, en baisse de -6,1% sur un an.

En contrepartie, les compagnies d'assurance actives en Oman ont versé pour 322 M OMR (837,2 M USD) d'indemnités en 2023, montant en hausse de +5,6% sur un an. Ces dernières ont en revanche enregistré un profit de 25,8M OMR (67 M USD), en baisse de -8,7% en g.a. En matière de part de marché, trois compagnies omanaises ont concentré à elles seules plus de la moitié des primes du secteur : *National Life & General Insurance Company* (29,7% des primes collectées), *Dhofar Insurance Company* (13%) et *Oman Qatar Insurance* (10,5%). Pour rappel, le secteur des assurances du Sultanat comptait dix-neuf compagnies – dix omanaises et neuf étrangères – et une trentaine de courtiers agréés en 2022.

Evolution des montants des primes d'assurance collectées (en millions de rials omanais)



Source: Financial Service Authority

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Mascate.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Responsable et rédacteur de la publication : Service économique de Mascate pierre.lignot@dgtrésor.gov.fr, adrien.rebet@dgtrésor.gov.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : <http://www.tresor.economie.gov.fr/tresor-international>